

# AMNESTY INTERNATIONAL ÉTATS-UNIS

## BRIEFING

AILRC-FR  
25 avril 2017

### **Les 100 premiers jours de la présidence de Donald Trump. 100 menaces pour les droits humains et comment nous ripostons**

Alors que s'achèvent les 100 premiers jours de la présidence de Donald Trump, Amnesty International a compilé la liste de 100 dispositions par lesquelles son administration a tenté de saper les droits humains aux États-Unis et dans le monde - parfois avec succès, parfois en se heurtant à un mouvement de résistance puissant et en pleine expansion.

#### **Fermer les frontières, y compris aux réfugiés**

- 1. Donald Trump empêche les réfugiés d'entrer aux États-Unis, piégeant certains d'entre eux dans les violences qu'ils tentaient de fuir.** L'interdiction de voyager suspend également l'admission de réfugiés pour une durée de 120 jours. La validité de la vérification des antécédents de réfugiés qui attendent depuis des années et ont été acceptés à la suite du processus de filtrage va expirer, ce qui les obligera à recommencer toute la procédure, prolongeant la période durant laquelle ils sont en danger et séparés de leur famille. Ceci pourrait signer l'arrêt de mort des plus vulnérables.
- 2. L'interdiction diabolise aussi les réfugiés traités comme des criminels soutenant le terrorisme.** L'interdiction repose sur des bases erronées concernant l'insécurité du système d'accueil des réfugiés. Ils ne choisissent pas le lieu où ils sont réinstallés. Les États-Unis sélectionnent les réfugiés qui sont réinstallés dans le pays. Ceux-ci sont soumis durant 18 à 24 mois à un processus de vérification mené par différents organes chargés de l'application des lois et services de renseignement, notamment le Bureau fédéral d'enquêtes (FBI), le Département de la sécurité intérieure et le Centre national de lutte contre le terrorisme. Si le gouvernement américain ne sait pas qui est un réfugié, celui-ci n'est pas admis. C'est aussi simple que cela.
- 3. Et 47 000 réfugiés particulièrement vulnérables sont bloqués.** Dans le cas où le programme d'admission des réfugiés reprend, le décret fait passer de 110 000 à 50 000 le nombre de ceux qui seront admis durant l'année budgétaire 2017. Plus de 36 000 réfugiés ont déjà été réinstallés aux États-Unis cette année. Seuls 14 000 autres réfugiés pourront être admis en 2017 si le programme redémarre. Mais plus de 61 000 réfugiés qui sont actuellement engagés dans le processus de vérification doivent être admis avant la fin de septembre 2017. Le coût en termes de vies humaines est élevé : 47 000 réfugiés extrêmement vulnérables seront bloqués. Cette réduction drastique des admissions coûtera des vies.
- 4. Tout en ayant un possible effet d'entraînement pour l'admission des réfugiés dans le monde entier.** Les États-Unis sont le pays qui réinstalle le plus grand nombre de réfugiés au monde. Quatre-vingt-cinq mille réfugiés y ont été réinstallés l'an dernier et 110 000 autres devaient l'être cette année. Seuls 28 pays dans le monde réinstallent des réfugiés. Fermer la porte aux réfugiés va encourager d'autres pays à fermer leurs frontières.

5. **Des enfants qui fuient la violence extrême en Amérique centrale seront en danger.** La vie de milliers de jeunes originaires d'Amérique centrale est en danger à la suite de la suspension du programme pour les mineurs d'Amérique centrale qui permet aux enfants de solliciter une protection dans leur pays et garantit que les enfants non accompagnés ne courent pas un plus grand danger en fuyant seuls se réfugier aux États-Unis.
6. **Les femmes qui fuient certains des pires conflits et les niveaux de violence les plus élevés seront les plus durement touchées.** Les femmes et les filles réfugiées et celles qui demandent l'asile risquent tout particulièrement d'être victimes de violences liées au genre alors que bon nombre d'entre elles fuient précisément cette forme de violences. Le harcèlement et l'exploitation subis par les femmes et les filles réfugiées au cours de leur voyage est aggravé par le fait qu'elles n'ont personne vers qui se tourner pour obtenir aide, protection ou justice.
7. **Les interprètes irakiens sont eux aussi abandonnés à leur sort.** Bien que l'Irak ait été retiré de la liste des pays interdits dans la version remaniée du décret, les Irakiens qui ont demandé le statut de réfugié ne pourront pas entrer aux États-Unis car ils relèvent de la suspension de 120 jours du programme de réinstallation des réfugiés. Parmi eux figurent de nombreux Irakiens qui ont travaillé pour l'armée américaine en Irak.
8. **Les États-Unis bafouent leur engagement international de protéger les droits fondamentaux des réfugiés.** L'interdiction viole l'obligation des États-Unis d'accorder l'accès à l'asile aux termes du Protocole de 1967 à la Convention relative au statut des réfugiés transposé en droit américain par la Loi de 1980 relative aux réfugiés. Elle constitue également une violation du principe de non-refoulement énoncé par la Convention contre la torture intégrée en 1998 au droit américain afin d'empêcher le renvoi de personnes dans un pays où elles risquent d'être en danger ou victimes de persécutions.
9. **L'administration de Donald Trump réduit les fonds d'urgence destinés aux réfugiés.** La demande budgétaire pour 2018 supprime le Compte d'aide d'urgence aux réfugiés et migrants (ERMA). Cette soupape de sûreté pour des crises humanitaires imprévues et urgentes a été utilisée pour la Syrie, le Soudan et le Mali.
10. **Les réfugiés présents sur le territoire américain qui pensaient y être en sécurité vivent de nouveau dans la peur.** C'est ainsi qu'Amal Eltaib, une réfugiée qui travaille pour Whole Foods et a raconté son histoire à Amnesty International, affirme que l'interdiction d'entrée des réfugiés a suscité une vive émotion au sein des communautés de réfugiés aux États-Unis. Racontant comment elle s'était intégrée aux États-Unis, elle a déclaré : « Nous pensions que notre rêve s'était réalisé. Nous n'avions plus peur pour nos enfants, simplement de l'espoir. Maintenant nous avons tous peur. »
11. **Des personnes qui fuient la violence se voient refuser l'entrée aux États-Unis.** Même si le président Barack Obama faisait lui aussi une application sévère de la législation relative à l'immigration, le président Donald Trump a autorisé la Patrouille des douanes et de la frontière (CBP) à faire preuve d'une plus grande négligence s'agissant des droits des centaines de milliers de personnes qui franchissent la frontière entre les États-Unis et le Mexique pour échapper à la violence dans leur pays d'origine, notamment le Salvador, le Guatemala et le Honduras. Des personnes qui respectent la loi américaine et se présentent à un point d'entrée pour demander l'asile sont renvoyées.
12. **Il est encore plus dangereux de franchir la frontière entre les États-Unis et le Mexique.** Des demandeurs d'asile sont refoulés et contraints d'attendre une occasion de demander

l'autorisation d'entrer ou de trouver un autre moyen de franchir la frontière, souvent avec l'aide de passeurs. Des cartels et des gangs exploitent des immigrants qui attendent d'entrer aux États-Unis et sont exposés aux enlèvements et aux agressions sexuelles. Plutôt que de dissuader des personnes d'entreprendre un voyage dangereux, le gouvernement de Donald Trump les met davantage en danger.

- 13. Les personnes qui demandent l'asile sont traitées comme des criminels :** celles qui y parviennent sont placées en détention. On leur refuse le plus souvent une libération conditionnelle ou sous caution, et elles sont détenues pendant plusieurs mois pour avoir simplement sollicité une protection.
- 14. Il est même de plus en plus difficile d'avoir la possibilité de demander l'asile.** Un immigrant clandestin peut être l'objet pendant les deux ans qui suivent son arrivée, où que ce soit dans tout le pays, d'un renvoi accéléré – forme d'expulsion sommaire. Les personnes qui font l'objet de cette mesure doivent en théorie avoir la possibilité de demander l'asile, mais les problèmes de ce système sont multiples, bien connus et anciens. Son utilisation accrue entraînera des violations des droits humains, notamment le profilage racial.
- 15. Il reste difficile d'obtenir l'asile même pour ceux qui parviennent à faire entendre leur cause.** Les personnes qui demandent l'asile dans le cadre d'un renvoi accéléré doivent démontrer qu'elles ont une « crainte fondée » ou une « crainte raisonnable » de persécution ou de torture pour avoir la possibilité de faire valoir leurs arguments devant un tribunal chargé des questions d'immigration. La nouvelle politique restrictive de Donald Trump sur l'application du renvoi accéléré rend plus difficile la progression vers l'étape suivante de la procédure d'asile. Les révisions auxquelles l'administration a procédé sont contraires à la législation américaine et exposent des personnes à un renvoi vers un danger mortel.
- 16. Les passeurs profitent du désespoir des gens.** Les passeurs ont considérablement augmenté leurs tarifs depuis l'élection de Donald Trump. John Kelly, secrétaire à la Sécurité intérieure, a récemment déclaré que le tarif demandé par les passeurs dans certaines zones proches de la frontière sud-ouest des États-Unis était passé de 3 500 à 8 000 dollars américains. En ne reconnaissant pas la crise des réfugiés en Amérique centrale, les mesures de contrôle de la frontière prises par le gouvernement de Donald Trump accordent davantage de pouvoir aux groupes criminels et exposent des personnes extrêmement vulnérables à un risque encore plus grave.
- 17. Donald Trump a privé des étrangers des dispositions de la Loi sur la protection des données personnelles, ce qui a des conséquences importantes pour les demandeurs d'asile.** Ces protections existent depuis des décennies et la nouvelle politique signifie, paradoxalement, qu'il pourrait être plus difficile pour les demandeurs d'asile d'accéder à leur propre dossier et de demander des rectifications nécessaires pour avoir gain de cause. Il est également plus facile pour le gouvernement d'avoir accès aux informations détenues par différents organes fédéraux et de tenter de les rendre publiques, pour dénigrer éventuellement des communautés immigrées.
- 18. La politique de Donald Trump peut prendre 80 000 personnes – dont des familles qui fuient la violence - dans le piège de la détention.** Les décrets de Donald Trump relatifs à l'immigration et ses propositions pour les années budgétaires 2017 et 2018 ont posé les bases d'une explosion de la détention liée à l'immigration, notamment pour les demandeurs d'asile. Un décret prévoit le placement en détention obligatoire de quiconque franchit la frontière sans autorisation et augmente le nombre d'agents de la CBP. Tout

ceci exige beaucoup plus d'espace pour la détention. Les propositions budgétaires actuelles financeraient plus de 45 700 lits par jour, avec une menace d'augmentation à 80 000 lits.

- 19. Le secrétaire à la Sécurité intérieure, John Kelly, a menacé de séparer des familles à la frontière.** Il a été contraint de revenir sur une proposition de séparer les familles à la frontière en enlevant les enfants à leurs parents pour mettre les premiers dans des foyers et les seconds dans des centres de détention. Il a affirmé que cette mesure visait à les dissuader d'entreprendre un voyage dangereux et s'est engagé à ne pas séparer les parents et les enfants à la suite de pressions émanant de plusieurs organisations, dont Amnesty International.
- 20. L'administration déclare la guerre aux enfants non accompagnés.** L'administration veut supprimer les protections pour les enfants non accompagnés énoncées dans le renouvellement de la Loi relative à la protection des victimes de la traite. Ceci veut dire qu'ils peuvent être expulsés dans un délai de quelques jours s'ils n'ont pas dit ce qu'il fallait quand ils ont été interrogés par la CBP.
- 21. Et à leurs parents.** L'administration menace aussi d'inculper les parents d'être des passeurs s'ils paient quelqu'un pour amener leurs enfants non accompagnés aux États-Unis. Des parents pourraient être arrêtés pour contrebande lorsqu'ils récupèrent leurs enfants dans des établissements gérés par le gouvernement.
- 22. Ce qui pourrait éventuellement entraîner l'ouverture de camps de réfugiés à la frontière sud du pays.** Quiconque sollicite l'asile à la frontière sera forcé d'attendre au Mexique qu'un tribunal américain chargé des questions d'immigration statue sur sa demande. Ceci pourrait entraîner la création de camps de réfugiés du côté mexicain de la frontière sud. Les réfugiés seraient victimes de mauvais traitements et seraient exploités par des groupes criminels et par les autorités locales.
- 23. Le mur que Donald Trump envisage d'ériger à la frontière portera atteinte aux droits des communautés autochtones et nuira à l'environnement.** Les autochtones dont les communautés sont installées de part et d'autre de la frontière américano-mexicaine, par exemple les membres de la nation Tohono O'odham, seront coupés en permanence de leurs sites religieux et culturels et des autres membres de leur groupe qui vivent du côté mexicain de la frontière. Ceci pourrait constituer une violation de l'article 36 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Le mur pourrait aussi avoir un impact négatif sur l'environnement – qui varie entre la vallée du Rio Grande au Texas et le désert de Sonora en Arizona – et violer les traités conclus avec le Mexique.
- 24. Tout en bloquant l'accès à l'asile.** Le mur que Donald Trump envisage d'ériger entravera l'accès à l'asile et constituera un obstacle supplémentaire pour les personnes qui cherchent une protection contre les violences meurtrières.
- 25. Et il crée un symbole qui encourage d'autres pays à fermer leurs frontières.** De l'Australie à la Hongrie et à l'Italie, nous avons été témoins d'une vague de sentiment anti-immigrants qui a entraîné la fermeture des frontières aux demandeurs d'asile, la détention par les gouvernements de réfugiés et de demandeurs d'asile dans des sites à l'étranger et leur renvoi dans des pays où ils seront en danger. En dépit de ses tentatives pour prendre ses distances avec la politique de Donald Trump, la Communauté européenne s'engage dans la même direction en proposant de placer en détention tous les « migrants en situation irrégulière », y compris les enfants, avant de les renvoyer dans leur pays d'origine.

- 26. Donald Trump a accordé plus de pouvoirs au Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) en l'absence de contrôle approprié.** Depuis longtemps, l'ICE maintient en détention, voire expulse, des personnes qui peuvent revendiquer la citoyenneté – et dans certains cas des citoyens américains – et les descentes effectuées par cet organe s'appuient souvent sur un profilage racial. Les migrants capturés lors de descentes n'ont pas toujours la possibilité de demander l'asile ou d'autres formes de protection et ils sont expulsés vers des pays où ils seront victimes d'atteintes graves à leurs droits fondamentaux.
- 27. Le pouvoir discrétionnaire renforcé de la CBP à la frontière fait également courir des risques aux citoyens américains.** Entre les décrets de Donald Trump et le discours de son gouvernement sur l'immigration, les agents de la CBP n'ont jamais eu autant de pouvoir. Nous avons déjà vu des personnes refoulées à la frontière sud et le chaos dans les aéroports après le premier décret interdisant aux musulmans d'entrer sur le territoire américain. Les décrets de Donald Trump sur l'immigration ne feront qu'augmenter la probabilité que des agents de la CBP violent les droits des migrants et des citoyens avec une plus grande impunité.
- 28. Et a eu pour conséquence que des groupes vivant le long de la frontière sont soumis à des interpellations et des perquisitions à motivation raciale.** Malgré le risque accru de profilage racial le long de la frontière, les autorités n'ont pas analysé les informations qui en font état et n'ont rien fait pour y mettre un terme.
- 29. Et maintenant la police locale est encouragée à agir comme la patrouille des frontières.** Le programme 287g que Donald Trump espère développer encourage la police locale à agir comme les agents fédéraux de l'immigration sans formation adéquate et sans garantie que des personnes interpellées pourront demander l'asile.
- 30. Les deux décrets de Donald Trump interdisant l'entrée sur le territoire américain aux citoyens de pays à majorité musulmane ont tenté d'inscrire l'intolérance dans la loi.** Au contraire cette interdiction a dynamisé un nouveau mouvement. À la suite des manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays après l'interdiction d'entrée aux citoyens de six pays à majorité musulmane, le gouvernement de Donald Trump a été obligé d'être sur la défensive ; il a annulé le premier décret et en a promulgué un autre qui est actuellement bloqué par les tribunaux.
- 31. Pourtant il est toujours dangereux de prendre l'avion quand on est musulman.** Bien que les tribunaux aient bloqué l'interdiction de voyager, nous continuons à recevoir des informations selon lesquelles des personnes sont interrogées dans les aéroports à propos de leur religion et de leurs opinions politiques. C'est le cas de citoyens américains, par exemple Muhammad Ali Jr.
- 32. Et des familles sont séparées, malgré les décisions de justice.** La bataille juridique interminable signifie l'anxiété permanente pour des milliers de personnes. Une femme dont les fils ont fui le Yémen et sont bloqués à Djibouti, a déclaré à Amnesty International qu'elle vivait « dans un état de peur permanent ». Le Congrès doit intervenir et annuler l'interdiction pour de bon.
- 33. Et des étudiants sont découragés de faire leurs études aux États-Unis.** Non seulement les étudiants des pays interdits sont affectés, mais d'autres s'inquiètent du climat de xénophobie à cause duquel ils se sentiraient en danger s'ils étudiaient aux États-Unis.

- 34. Et des personnes ne peuvent pas recevoir les soins médicaux dont elles ont besoin.** Des milliers de personnes se rendent chaque année aux États-Unis pour recevoir des soins médicaux. Parmi elles figurent des victimes de guerres dans les pays visés par l'interdiction de voyager – des enfants blessés par l'explosion de voitures piégées et gravement malades à cause de l'uranium appauvri - qui ne peuvent plus recevoir les soins médicaux urgents dont elles ont besoin.
- 35. Comme nous l'avons vu avec l'Iran, les conséquences à l'intérieur de nos frontières ne peuvent pas être ignorées.** Des centaines de milliers d'Iraniens ont fui aux États-Unis au cours des dernières décennies. Beaucoup critiquent le gouvernement iranien. Mais depuis que l'Iran est visé par l'interdiction de voyager, des Iraniens ont peur d'être renvoyés dans leur pays. Un Iranien titulaire d'une carte verte a déclaré à *The Intercept* : « Je ne pourrai plus jamais me sentir en sécurité et c'est terrible ».

#### Harcèlement fondé sur la haine et violence

- 36. Les musulmans américains continuent de vivre dans la crainte et l'incertitude à cause du climat de haine persistant et de l'augmentation des crimes haineux qui sont signalés.** L'interdiction d'entrée aux musulmans décrétée par Donald Trump et les déclarations incendiaires semblent avoir encouragé les comportements et attitudes anti-musulmans. Selon CAIR, les attaques contre les mosquées ont doublé au cours des trois premiers mois de la présidence Donald Trump. Un nombre impressionnant de cas de harcèlement et de violence contre des musulmans ou des personnes perçues comme telles ont été signalés dans tout le pays.
- 37. La Maison blanche a minimisé les informations faisant état de harcèlement fondé sur la haine et de violence contre des musulmans et des juifs, entre autres.** En réponse à des questions sur des informations faisant état de violence fondée sur la haine et de l'existence de groupes anti-musulmans, le porte-parole de la Maison blanche, Sean Spicer, a hésité et bafouillé à plusieurs reprises. Plutôt que de condamner ces actes et de s'engager à mener des enquêtes, l'administration de Donald Trump contribue à entretenir un climat d'impunité pour la violence fondée sur la haine. Mais pour donner des gages à la préoccupation et aux critiques de l'opinion publique, Donald Trump a condamné les crimes haineux dans son discours sur l'état de l'Union.

#### Encourager – et armer- les auteurs d'atteintes aux droits humains

- 38. Donald Trump et son administration ignorent systématiquement les atteintes aux droits humains commises en dehors des frontières américaines – et dans certains cas ils félicitent des dirigeants – et qui pourraient encourager les auteurs de tels actes dans le monde, par exemple en Turquie.** Pendant que Donald Trump dit qu'il souhaite une relation « étroite » avec la Turquie, des défenseurs des droits humains et des journalistes sont menacés. Le défenseur des droits humains Tahir Elçi a été assassiné ; l'avocate spécialisée dans la défense des droits humains Eren Keskin a été poursuivie plus de 100 fois en justice pour ses activités pacifiques ; et 120 journalistes sont actuellement détenus dans l'attente de leur procès. Rien n'indique que le secrétaire d'État, Rex Tillerson, ait instamment demandé pour ces personnes justice, protection ou libération lors de sa rencontre avec le président Erdogan en mars.
- 39. Et en Chine.** Les droits humains ne figuraient pas au programme de la première rencontre de Donald Trump avec le président chinois. Amnesty International a remis à l'administration américaine une liste de prisonniers d'opinion, dont la militante des droits des femmes Su Changlan, mais rien ne laisse à penser que Donald Trump ait exhorté le

président Xi Jinping à remettre en liberté les personnes détenues pour avoir simplement exprimé pacifiquement leurs opinions ou leur identité. Les défenseurs des droits humains sont toujours victimes d'atteintes effroyables à leurs droits fondamentaux. Des avocats spécialisés dans la défense des droits humains sont notamment soumis à la disparition forcée et à la détention au secret et courent un risque élevé d'être torturés.

- 40. Et en Égypte.** Donald Trump a félicité le président égyptien en dépit de la répression qui s'est abattue sur la société civile. Le gouvernement répressif a arrêté et incarcéré des milliers d'Égyptiens dans le cadre de la campagne de répression de la société civile, et la police a fermé sans explication une organisation qui joue un rôle crucial en apportant une aide aux victimes de torture. Pourtant, durant une visite officielle, Donald Trump a félicité le président Sissi en disant qu'il accomplissait « un travail remarquable ».
- 41. Et en Russie.** Le secrétaire d'État Tillerson n'a pas demandé aux autorités russes de libérer les prisonniers d'opinion et les défenseurs des droits humains. Plus de 1 000 manifestants pacifiques ont été arrêtés rien qu'à Moscou depuis mars. Des défenseurs des droits humains et des groupes de la société civile continuent d'être la cible de descentes de police, de harcèlement, de poursuites pénales.
- 42. Et en Arabie saoudite.** La campagne de répression menée contre les défenseurs des droits humains est ignorée. Donald Trump maintient une relation bilatérale amicale avec l'Arabie saoudite sans mentionner les défenseurs des droits humains emprisonnés, tels Waleed Abu al Khair, Mohammed al Qahtani et Abdullah al Hamid - juste trois noms parmi les innombrables défenseurs des droits humains actuellement incarcérés en Arabie saoudite.
- 43. Et aux Philippines.** Le discours de Donald Trump sur le soi-disant « durcissement de la répression de la criminalité » a encouragé le président philippin à poursuivre les exécutions extrajudiciaires de toxicomanes et de trafiquants de drogue. Selon le président Duterte, Donald Trump lui a dit que sa méthode d'exécution extrajudiciaire systématique était « la bonne manière » de lutter contre la drogue dans le pays.
- 44. Donald Trump et son gouvernement abandonnent aussi les défenseurs des droits humains dans leurs entretiens avec des dirigeants mondiaux.** Le silence des États-Unis à propos des mauvais traitements infligés aux défenseurs des droits humains en Russie, en Égypte, en Chine, en Arabie saoudite, entre autres pays, est honteux et il permet la persistance de tels agissements. Des militants pacifiques sont intimidés, harcelés, emprisonnés, torturés, voire tués, du seul fait de leurs activités non violentes en faveur des droits humains, et le nouveau gouvernement refuse d'user de son influence pour les aider.
- 45. Par exemple avec le Mexique.** Donald Trump n'a pas évoqué les préoccupations concernant les défenseurs des droits fondamentaux des autochtones au Mexique. Le dirigeant autochtone Juan Ontiveros Ramos a été tué juste trois semaines avant la rencontre de Donald Trump avec le président Pena Nieto. Amnesty International pense que d'autres membres de la communauté Raramuri ont été pris pour cible après avoir fourni des informations aux autorités ou fait des déclarations à propos de sujets de préoccupation similaires et elle estime que ces personnes sont actuellement en danger.
- 46. Et le Pérou.** La question des atteintes aux droits humains n'a pas été abordée lors de la rencontre de Donald Trump avec le président péruvien. Màxima Acuna, une agricultrice, a fait face à un harcèlement violent et à des manœuvres d'intimidation de la police parce qu'elle refusait de quitter la terre sur laquelle elle vit avec sa famille. Le président Donald Trump n'a pas évoqué son cas ni celui d'autres défenseurs des droits humains au cours de sa rencontre avec le président Pedro Pablo Kuczynski.

- 47. Et la Palestine.** Les droits des défenseurs palestiniens des droits humains n'ont pas été évoqués lors d'une rencontre avec le Premier ministre israélien Netanyahu.
- 48. Donald Trump arme les auteurs de violations des droits humains en vendant des armes à Bahreïn et à l'Arabie saoudite.** Les deux gouvernements font partie d'une coalition militaire qui viole régulièrement le droit international humanitaire dans le cadre de son conflit armé avec le groupe armé des Houthis, au Yémen.
- 49. Et le Nigeria.** L'administration de Donald Trump a relancé un accord concernant la vente de matériel militaire au gouvernement nigérian bien que ce pays soit responsable de violations effroyables du droit international, notamment le bombardement d'un camp de personnes déplacées.

#### Extension du conflit et augmentation du nombre de pertes civiles au niveau mondial

- 50. L'appel de Donald Trump à « les écraser sous les bombes » se traduit dans une expansion de la force militaire.** Donald Trump a, selon ses propres termes, donné à l'armée américaine une « autorisation totale ». Les informations faisant état de pertes civiles à la suite d'une augmentation spectaculaire du nombre d'attaques révèlent un profond changement.
- 51. Cela a eu pour conséquence que des centaines de civils ont été tués à Mossoul (Irak) en mars dans des frappes aériennes de la coalition menée par les États-Unis.** Des Irakiens ont été tués à l'intérieur de leur domicile ou dans des lieux où ils avaient trouvé refuge après avoir suivi le conseil de leur gouvernement de ne pas partir.
- 52. Le 17 mars, dans l'une des frappes les plus meurtrières depuis des années, jusqu'à 150 personnes auraient été tuées** dans un bombardement aérien de la coalition à Jadida, dans la partie ouest de Mossoul, ce qui a amené la coalition à annoncer l'ouverture d'une enquête.
- 53. Le nombre de civils qui auraient été tués en mars en Irak et en Syrie par la coalition menée par les États-Unis est plus élevé qu'en tout autre mois.** Selon Airwars, pendant trois mois de suite le nombre de victimes des frappes de la coalition menée par les États-Unis a été plus élevé que celui des frappes russes.
- 54. Jusqu'à 10 femmes et enfants yéménites ont été tués dans une frappe aérienne américaine que Donald Trump a vantée comme étant un « succès ».** Parmi les victimes figurait un enfant de huit ans, fille d'Anwar al Awlaki, tué par un tir de drone en 2011. Amnesty International a écrit au ministère de la Défense pour demander l'ouverture d'une enquête approfondie.
- 55. Tout en autorisant la multiplication des frappes en Somalie et en réduisant les protections contre les pertes civiles.** En mars, Donald Trump a accordé à l'armée américaine des pouvoirs élargis pour pourchasser les militants liés à Al Qaïda en Somalie, en assouplissant, semble-t-il, les règles qui visent à empêcher les pertes civiles.
- 56. Donald Trump menace aussi d'une progression de la cyberguerre.** Le discours incendiaire de Donald Trump sur la force militaire s'étend aux attaques informatiques. En octobre, alors qu'il était candidat, Donald Trump a affirmé que les États-Unis devaient élaborer des « contre-attaques informatiques paralysantes ». On considère déjà que les États-Unis ont l'arsenal de cyber-armes le plus puissant au monde et, en fait, ils sont la cible d'attaques

informatiques en provenance de nombreux pays. Le discours de Donald Trump risque d'accélérer un type de course aux cyber-armes qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité au niveau international.

- 57. Et un risque accru de course à l'armement nucléaire.** En janvier, Donald Trump a écrit sur Twitter que les États-Unis devaient « renforcer et accroître leur capacité nucléaire ». Il a intensifié son discours le lendemain en disant « nous aurons une course aux armements ». Selon de nombreux observateurs, ces remarques du président élu ont aggravé le risque d'une catastrophe nucléaire.
- 58. L'Agence centrale du renseignement (CIA) a recommencé à tuer.** Donald Trump aurait donné à la CIA un « nouveau pouvoir secret » de lancer des attaques de drones, un changement par rapport à la politique apparemment réformée de l'administration de Barack Obama. Sous le gouvernement de Barack Obama, des milliers de personnes ont été tuées au Pakistan par des tirs de drones américains, notamment dans des circonstances susceptibles de constituer des crimes de guerre.

### Réduire les financements à un monde en crise

- 59. L'administration de Donald Trump essaie de sabrer le financement américain aux Nations unies.** L'administration tente de réduire considérablement le montant des contributions américaines aux Nations unies, et notamment aux programmes de réponse aux crises humanitaire et des réfugiés. Bien que la demande de budget ait été déclarée « morte », elle fait partie d'un programme plus vaste l'« Amérique d'abord » qui indique un recul ferme dans le domaine humanitaire.
- 60. Tout en plafonnant le soutien aux opérations de maintien de la paix des Nations unies.** L'administration de Donald Trump a l'intention de plafonner le financement américain des opérations de maintien de la paix des Nations unies en le faisant passer de 29 % à 25 %. Les Nations unies et leurs opérations de maintien de la paix ont besoin d'une réforme, mais elle ne doit pas consister en une diminution généralisée du budget des opérations de maintien de la paix en l'absence d'analyse des conséquences pour les personnes dont la vie dépend de la présence permanente des Casques bleus.
- 61. Et vider la diplomatie de sa substance tout en augmentant les dépenses militaires.** Donald Trump veut réduire le budget du Département d'État, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et d'autres programmes internationaux de 28 %, soit 10,9 milliards de dollars américains, alors qu'il souhaite augmenter l'an prochain de 54 milliards de dollars américains les dépenses militaires.
- 62. Le budget proposé par Donald Trump va abandonner des pays africains à leur sort.** Deux années de sécheresse dans la plus grande partie de l'Afrique ont affecté 38 millions de personnes dans 17 pays. La proposition de Donald Trump élimine la Fondation américaine pour le développement en Afrique, ce qui veut dire que plusieurs dizaines de programmes de développement gérés par ses partenaires africains pourraient s'arrêter brutalement. Au Soudan du Sud, où les Nations unies ont récemment annoncé une famine, cela signifie la fermeture de quatre programmes pour une agriculture durable pour un montant total de 670 000 dollars américains.
- 63. La réduction des dépenses dans le secteur de la santé menace les soins de santé pour les femmes au niveau mondial.** Les coupes budgétaires de Donald Trump auront des conséquences dévastatrices pour les femmes et les filles en réduisant le soutien au Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), l'agence de l'ONU chargée de la

protection des droits en matière de sexualité et de procréation ainsi que des droits des femmes et des jeunes. Des millions de femmes et de filles dépendent du FNUAP pour les soins de santé de base – notamment le matériel pour des accouchements sûrs et les contraceptifs – ainsi que pour les efforts en vue de mettre un terme aux mutilations génitales féminines (MGF) et au mariage des enfants.

- 64. Tout en écartant les mécanismes et organes internationaux.** L'administration de Donald Trump était absente à la session de mars de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, ce qui a mis en évidence un mépris général pour les droits humains dans la région et au niveau international.

### Un gouvernement rempli de menaces pour les droits humains

- 65. Avec Jeff Sessions au poste de ministre de la Justice.** Ainsi que nous l'avons indiqué, Jeff Sessions est revenu sur le contrôle des forces de police locales mis en place sous le gouvernement de Barack Obama et il a autorisé un réexamen de chacun des 14 *consent decrees* (accords amiables) entre le gouvernement fédéral et les services de police urbaine, ce qui fait craindre que le ministère de la Justice prête moins d'attention aux préoccupations en matière de droits humains. Jeff Sessions a également allourdi les peines pour retour illégal aux États-Unis et il a donné l'ordre aux agents de l'État d'inculper les migrants sans papiers d'infractions passibles de peines plus lourdes.
- 66. Et Rex Tillerson comme secrétaire d'État.** Rex Tillerson réduit constamment la priorité des droits humains lors des visites officielles, ce qui indique clairement à la communauté internationale que les questions relatives aux droits humains ne seront plus un élément déterminant dans les décisions de politique étrangère.
- 67. Et Mike Pompeo comme directeur de la CIA.** Lorsqu'il était membre de la Chambre des représentants, Mike Pompeo a déclaré que les auteurs de crimes mentionnés dans le « rapport sur la torture » rédigé en 2014 par le Sénat n'étaient « pas des tortionnaires, mais des patriotes » et que les actes de torture et les traitements cruels « étaient conformes à la loi ». Toutefois, après des milliers d'appels téléphoniques et de courriers électroniques émanant, entre autres, des membres de la section américaine d'Amnesty International, Mike Pompeo a reconnu que le *waterboarding* (simulacre de noyade) et d'autres « techniques d'interrogatoire renforcées » étaient illégaux, et il s'est engagé à appliquer la loi en sa qualité de directeur de la CIA.
- 68. Et Scott Pruitt comme directeur de l'Agence de protection de l'environnement.** Le nouveau directeur de l'Agence de protection de l'environnement a commencé à recruter des « climato-sceptiques » et à annuler des réglementations en matière d'environnement. Un environnement propre et sain est un droit fondamental essentiel pour la réalisation de nombreux autres droits, à savoir les droits à la vie, à l'eau, à la nourriture et à la santé. Qui plus est, l'impact du changement climatique sur ces droits, entre autres, pourrait se révéler catastrophique pour l'humanité.
- 69. Et Betsy DeVos comme ministre de l'Éducation.** Betsy DeVos s'est félicitée des coupes budgétaires qui affecteront les programmes d'activités parascolaires lesquels apportent aux enfants de milieux défavorisés un enseignement supplémentaire et une aide alimentaire. Ces coupes budgétaires pourraient avoir un impact considérable sur les droits fondamentaux à l'éducation et à être à l'abri de la faim qui sont énoncés par le droit international.

## Torture, Guantánamo et justice pour les attentats du 11 septembre

- 70. Donald Trump est un président qui soutient la pratique de la torture.** Durant la campagne, le candidat Donald Trump a exprimé à maintes reprises son soutien à la torture, en s'engageant à rétablir des méthodes « bien pires » que le *waterboarding*. À la fin de janvier, il a déclaré à la télévision nationale que la torture « fonctionne parfaitement ».
- 71. Et il envisage de rouvrir les « sites noirs » (prisons clandestines) de la CIA.** Des informations ont révélé au début de la présidence de Donald Trump que son gouvernement envisageait de promulguer un décret qui rendrait possible la réouverture des « sites noirs » (prisons clandestines) de la CIA et le recours systématique à la torture. Après des réactions très vives, notamment de la section américaine d'Amnesty International, des informations plus récentes indiquent que ces dispositions ont été abandonnées.
- 72. Il continue à maintenir 41 personnes en détention illimitée à Guantánamo, sans inculpation ni procès équitable.** L'administration de Donald Trump n'a fait preuve d'aucune volonté de résoudre la crise des droits humains à Guantánamo où 41 personnes sont maintenues en détention, sans inculpation ni procès équitable, éventuellement jusqu'à leur mort.
- 73. Tout en menaçant de remplir Guantánamo avec des nouveaux détenus.** Bien que certaines informations indiquent que l'administration de Donald Trump a renoncé à promulguer un décret qui permettrait le rétablissement de la torture, des éléments démontrent que Donald Trump pourrait promulguer à l'avenir un décret qui élargirait Guantánamo et augmenterait le nombre de personnes maintenues en détention illimitée, sans inculpation ni procès équitable. Ceci fait suite à l'engagement du candidat Donald Trump de « le remplir de mauvais types », un discours dangereux qui risque de devenir réalité.
- 74. Et en répandant la terreur et la désinformation.** Donald Trump lui-même a fait des déclarations dans lesquelles il donnait des informations sur les personnes en détention illimitée à Guantánamo qui étaient fausses, sans intérêt, et susceptibles de leur nuire. Plutôt que de soutenir des inculpations et des procès équitables conformément aux normes relatives aux droits humains, ce discours porte atteinte à la compréhension par le public de ce lieu de détention déjà secret.
- 75. Les familles des victimes des attentats du 11 septembre attendent toujours, plus de 15 ans plus tard, que justice soit rendue.** En dépit de bonnes paroles de respect et de compréhension pour les victimes des attentats du 11 septembre et leur famille, le gouvernement de Donald Trump continue de mener une politique qui a échoué et qui prive ces familles d'une justice digne de ce nom. Plutôt que de mettre un terme aux commissions militaires de Guantánamo et de poursuivre les accusés devant une juridiction fédérale, l'administration de Donald Trump a permis à ces commissions de continuer à fonctionner, privant de justice les victimes et leur famille.
- 76. Alors que des procès inéquitables et qui ont échoué se déroulent toujours devant des commissions militaires.** Plutôt que des procès équitables devant des juridictions fédérales, les accusés comparaissent toujours devant des commissions militaires à Guantánamo qui ont systématiquement été incapables de rendre la justice conformément aux normes internationales d'équité. Quinze ans après le 11 septembre, la procédure reste bloquée dans la phase précédant le procès et ne semble pas devoir aboutir.

- 77. Et le ministre de la Justice Jeff Sessions évoque la possibilité de nouvelles commissions militaires.** Jeff Sessions, qui a dit que Guantánamo était « un endroit très agréable », a exprimé son soutien à l'élargissement des commissions militaires qui sont un échec. Au cours de la campagne, Donald Trump a exprimé le souhait de faire comparaître des citoyens américains devant ces commissions. La section américaine d'Amnesty International s'est fermement opposée à de telles propositions qui ne se sont pas concrétisées pour le moment.
- 78. Le ministère de la Justice de Donald Trump essaie de bloquer la vérité à propos de la torture .**Ce même président qui fait publiquement l'apologie de la torture n'a pas reconnu l'obligation des États-Unis d'accorder réparation et réadaptation aux victimes d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants infligés par des agents du gouvernement américain. En réalité, dans la procédure civile intentée contre les deux psychologues qui ont élaboré le programme de torture de la CIA, l'administration de Donald Trump invoque le privilège de secret d'État pour empêcher la divulgation d'informations sur des personnes impliquées dans des actes de torture.
- 79. Alors que ceux qui ont autorisé le recours à la torture et l'ont pratiquée n'ont pas eu à rendre compte de leurs actes et que certains d'entre eux exercent de nouvelles fonctions au sein du gouvernement.** Non seulement les responsables du programme de torture de la CIA continuent sous le présent gouvernement de bénéficier de l'impunité, mais certains d'entre eux occupent des postes de pouvoir dans le gouvernement de Donald Trump. C'est le cas de Gina Haspel qui aurait dirigé une prison clandestine de la CIA en Thaïlande à une époque où les détenus étaient soumis à la torture et à la disparition forcée.

#### Droits des peuples autochtones

- 80. Donald Trump a bafoué les droits des Amérindiens de Standing Rock.** L'administration de Donald Trump a autorisé la construction de l'oléoduc Dakota Access qui implique un forage sous la rivière Missouri, au nord de Standing Rock. Cet oléoduc menace la source d'eau potable des Sioux de Standing Rock et d'autres tribus vivant en aval, risque de détruire des sites culturels amérindiens et ne tient absolument aucun compte du droit des populations autochtones à donner leur consentement à de tels projets. Autoriser la construction de l'oléoduc sans évaluation suffisante de l'impact sur la terre, la culture, et l'accès à l'eau potable des populations concernées constitue une violation de leurs droits et de leur souveraineté sur leur territoire.

#### Hostilité envers les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT)

- 81. Donald Trump a annulé les mesures de protection dont bénéficiaient les étudiants transgenres.** En février, le président a annulé l'instruction historique donnée par Obama qui ordonnait aux écoles publiques d'autoriser les étudiants transgenres à utiliser les toilettes correspondant à leur identité de genre choisie plutôt que celle « correspondant » au sexe biologique qui leur avait été attribué à la naissance. Pour les enfants transgenres qui sont déjà confrontés à la violence et au harcèlement, les toilettes ne sont pas un endroit sûr. Cette annulation leur fait courir un risque accru de violence et de harcèlement.
- 82. Et il a annulé les protections dont bénéficiaient les personnes LGBT sur leur lieu de travail.** Le président a annulé les mesures de protection mises en œuvre sous le gouvernement de Barack Obama et qui obligeaient les entreprises travaillant sous contrat avec le gouvernement à démontrer, entre autres, qu'elles n'exerceraient aucune discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

- 83. L'administration a envoyé un groupe anti-LGBT à une conférence des Nations unies sur les droits des femmes.** L'administration a, par ailleurs, exprimé son opposition aux droits fondamentaux des personnes LGBT en désignant un groupe explicitement anti-LGBT – le Centre pour les droits familiaux et humains (C-FAM) – pour faire partie de la délégation officielle américaine à la Commission des droits des femmes de l'ONU. Le Centre juridique pour les pauvres des États du Sud (SPLC) a qualifié C-FAM de groupe haineux en raison de son action contre les droits des personnes LGBT et de son discours violent, mais le programme anti-LGBT de ce groupe est intégré dans le gouvernement américain au plus haut niveau.
- 84. Tout en plaçant à la tête des Services de santé et humains du Bureau des droits civils une personnalité anti-LGBT.** Roger Severino, qui occupe une position influente, est connu pour son opposition à la protection des personnes LGBT.

#### Justice pénale, violence armée et maintien de l'ordre

- 85. Le discours dangereux de Donald Trump et de son ministre de la Justice sur la justice pénale peut devenir réalité.** Le discours de Donald Trump et de Jeff Sessions sur « le maintien de l'ordre » pourrait entraîner encore plus d'atteintes aux droits humains dans le système de justice pénale que sous le gouvernement de Barack Obama, notamment une augmentation des incarcérations massives, des peines trop lourdes, le recours au placement à l'isolement prolongé et une réticence plus profonde à résoudre des cas problématiques comme celui de Léonard Peltier, emprisonné depuis plus de 40 ans sur la base d'une procédure non conforme aux normes d'équité des procès.
- 86. Donald Trump a créé de nouvelles peines fédérales pour des infractions contre les responsables du maintien de l'ordre.** En février, Donald Trump a signé un décret préconisant une nouvelle loi qui aggrave les peines fédérales pour des infractions contre les responsables du maintien de l'ordre. Les autorités peuvent déjà poursuivre fermement les infractions contre les responsables de l'application des lois, et rien ne laisse à penser qu'ils ne sont pas pleinement protégés par les lois en vigueur. Ce décret ne protégera personne, il favorisera plutôt la création de peines supplémentaires qui pourraient avoir pour effet que des individus feront l'objet de poursuites abusives pour des infractions comme la rébellion.
- 87. Pendant que le ministre de la Justice Jeff Sessions met en cause les accords de réforme de la police.** Jeff Sessions a demandé un réexamen des accords de réforme qui lient les services de police dans tout le pays, en affirmant qu'il était nécessaire qu'ils n'entravent pas les objectifs de Donald Trump de lutter contre la criminalité violente et de promouvoir la sécurité des agents de l'État. Ces accords qui impliquent souvent une coopération étroite entre les communautés locales et les responsables du maintien de l'ordre pendant de longues périodes risquent d'être remis en cause par l'ingérence des autorités fédérales.
- 88. Donald Trump a également menacé d'envoyer « les fédéraux » à Chicago.** Juste cinq jours après son entrée en fonction, le président Donald Trump a promis de recourir à « l'intervention fédérale » pour résoudre l'épidémie de violence armée si les policiers locaux ne parvenaient pas à la contenir seuls.
- 89. Et il a signalé qu'il allait annuler un décret précédent contre la militarisation du maintien de l'ordre.** Dans un questionnaire pré-électoral de l'Ordre fraternel de la police, Donald Trump a indiqué son intention d'annuler le décret de Barack Obama restreignant le

programme controversé 1033 par le biais duquel le ministère de la Défense donne son matériel militaire en surplus aux services de police.

### Tentatives de supprimer les droits des femmes et les libertés en matière de procréation

**90. Donald Trump a annulé les mesures de protection pour les femmes sur leur lieu de travail.**

Donald Trump a annulé les mesures fédérales de protection mises en œuvre sous Obama et qui garantissaient un salaire égal pour les femmes, une procédure équitable en cas de harcèlement sexuel sur le lieu de travail et la protection du congé parental. Les actions de Donald Trump font que des milliers de femmes qui travaillent pour ces entreprises risquent beaucoup plus d'être victimes de toute une série de mauvais traitements et elles suppriment des mesures de protection qui visaient expressément à créer un lieu de travail plus équitable pour les femmes.

**91. Et il a également rétabli la règle du bâillon mondial.** Au troisième jour de son entrée en fonction, deux jours après que des millions de personnes s'étaient rassemblées dans le monde entier pour des marches de femmes, Donald Trump a promulgué un décret qui rétablissait et élargissait la règle du bâillon mondial, laquelle interdit l'attribution de financements américains à des organisations étrangères qui donnent des informations à leur communauté en matière d'avortement sûr.

**92. Les actions de Donald Trump vont probablement entraîner une augmentation du taux de mortalité maternelle dans le monde entier.** Les femmes et les filles seront moins en sécurité à cause des actions de Donald Trump pour supprimer les financements du FNUAP. Cet organisme intervient dans plus de 150 pays où les femmes et les jeunes filles ont le moins de possibilités d'accès au contrôle des naissances et à la santé en matière de procréation. La retenue par Donald Trump de plus de 32 millions de dollars américains destiné à cette agence signifiera une augmentation –et non une diminution – du nombre d'avortements, tout particulièrement ceux pratiqués dans de mauvaises conditions de sécurité. Cela signifie une réduction de l'accès des femmes au contrôle des naissances et à la possibilité de prendre des décisions concernant leur propre vie ainsi qu'une augmentation du taux de mortalité maternelle.

**93. Tout en restreignant les droits en matière de procréation aux États-Unis.** Le 13 avril, le président Donald Trump a signé une loi autorisant les États à retirer le financement fédéral aux organisations qui fournissent des services d'interruption de grossesse, notamment *Planned Parenthood*. Permettre aux États de supprimer le financement veut dire que des milliers de personnes –tout particulièrement les femmes et les filles de milieux défavorisés – n'auront pas accès aux soins de santé de base, notamment au dépistage du cancer, au suivi des grossesses, au contrôle des naissances et à un avortement sûr.

### Liberté d'expression

**94. Donald Trump se montre franchement hostile aux personnes exprimant une opinion dissidente.** Le président Donald Trump a pris une position inacceptable contre la dissidence, notamment en laissant entendre que ceux qui le critiquent doivent être sanctionnés ou réduits au silence. La dissidence non violente est un droit fondamental qui doit être respecté, protégé et appliqué.

**95. Tout en décrivant les médias comme l'« ennemi ».** Les journalistes ont non seulement le droit d'exercer leur métier sans être harcelés, persécutés ni sanctionnés, mais leur travail est essentiel pour une société libre ainsi que pour la transparence, la vérité et l'obligation

de rendre des comptes. Les railleries de Donald Trump et son discours menaçant envers la presse semblent se rapprocher dangereusement de la violation des droits des journalistes.

- 96. Et il pense que son droit à la liberté d'expression est plus important que celui des manifestants.** Les avocats de Donald Trump ont affirmé au cours du mois écoulé que des manifestants qui avaient interrompu en 2016 une halte à Louisville, Kentucky, lors de la campagne électorale avaient violé les droits du président aux termes du premier amendement de la Constitution américaine. Ils ont fait valoir que, bien que les manifestants aient eux aussi, aux termes du premier amendement, le droit d'exprimer des opinions dissidentes, ils ne disposaient pas de ce droit dans le cadre d'une réunion électorale. Ces arguments établissent un précédent dangereux de la manière dont le président interprète la liberté d'expression.

### **Suppression de protections fondamentales en matière de droits humains**

- 97. Donald Trump abandonne des mesures prises pour répondre au changement climatique et à ses effets pour les droits humains.** Il a pris des initiatives pour mettre un terme aux mesures gouvernementales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et a interrompu les efforts de lutte contre le changement climatique aux États-Unis et à l'étranger. Ce n'est pas seulement l'avenir de l'environnement mondial qui est en jeu, mais aussi les droits fondamentaux de millions de personnes aux États-Unis. En raison des effets néfastes du changement climatique pour les droits humains, les États doivent prendre le plus rapidement possible toutes les mesures en leur pouvoir pour réduire les émissions de carbone en provenance de leur pays.
- 98. Le président Donald Trump et le Congrès étaient tout près d'adopter la Loi sur les soins de santé.** Ce texte aurait mis en place un système de soins de santé non conforme aux normes relatives aux droits humains et aux principes d'équité et il aurait eu des effets fâcheux et régressifs sur la possibilité pour les personnes d'avoir accès à des soins de santé abordables et de qualité en temps opportun.
- 99. Donald Trump a annulé les réglementations visant à lutter contre la corruption.** En février, il a signé l'annulation d'une disposition bipartisane de la loi Dodd-Frank connue sous le nom d'amendement Cardin-Lugar. Ce texte qui exigeait des compagnies pétrolières et minières qu'elles rendent publics les versements faits à des gouvernements avait été salué comme un élément essentiel de la lutte contre la corruption.
- 100. Et il menace d'assouplir la réglementation sur l'utilisation des minéraux de la guerre.** L'administration de Donald Trump cherche à abroger un article de la loi Dodd-Frank, connu sous le nom de règle des « minéraux de la guerre », qui exige des entreprises qu'elles fassent savoir publiquement si leurs produits contiennent certains minéraux dont le commerce contribue à entretenir la violence en Afrique centrale.

Le présent briefing n'est pas exhaustif et les menaces constantes de l'administration de Donald Trump pour les droits humains persistent, à l'instar de la détermination à en venir à bout. Les premiers 100 jours au pouvoir de Donald Trump montrent à quel point son programme est dangereux pour les droits humains aux États-Unis et dans le monde entier, mais il est tout aussi évident que le militantisme, l'organisation communautaire et l'opposition politique peuvent tout changer.

Amnesty International milite depuis 60 ans pour un monde dans lequel tous les individus bénéficient de leurs droits fondamentaux et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter. Rejoignez notre combat en faveur des droits humains dans les 100 prochains jours et au-delà.